



**PRÉFET  
DE SAINT-BARTHÉLEMY  
ET DE SAINT-MARTIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de l'Environnement,  
de l'Aménagement  
et du Logement de Guadeloupe  
UT DEAL de Saint-Barthélemy  
et de Saint-Martin**

**Arrêté préfectoral n°2021-63/PREF/SG/UT DEAL du 03 mars 2021  
mettant en demeure la société VERDE SxM  
pour l'activité de transit de déchets non dangereux  
sur l'Ecosite de Grandes Cayes à Saint-Martin**

Le préfet délégué auprès du représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin,

- Vu** le code de l'environnement, Livres I et V - Titre 1<sup>er</sup> - partie législative et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret n°2009-906 du 24 juillet 2009 relatif aux pouvoirs du représentant de l'État, à l'organisation et à l'action des services de l'État à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin ;
- Vu** le décret du Président de la République du 22 juillet 2020 portant nomination du préfet de la région Guadeloupe, préfet de la Guadeloupe, en outre représentant de l'Etat dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin - M. ROCHATTE (Alexandre) ;
- Vu** le décret du Président de la République du 25 novembre 2020 portant nomination de Monsieur Serge GOUTEYRON en qualité de préfet délégué auprès du représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2020 portant délégation de signature à Monsieur Serge GOUTEYRON, préfet délégué auprès du représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin ;
- Vu** le décret du 21 janvier 2019 portant nomination de Monsieur Mickaël DORÉ, sous-préfet hors-classe, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012/102/PREF/STMDL délivré le 02 août 2012 à la société VERDE SxM pour un centre de regroupement et de transit de déchets sur le territoire de la collectivité de Saint-Martin ;

- Vu** la circulaire du 19 juillet 2013 du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, relative à la mise en œuvre des polices administratives et pénales en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) référencé RED-PRT-IC-2021-53b en date du 21 janvier 2021 transmis à l'exploitant par courrier en date du 21 janvier 2021 conformément aux articles L 171-6 et L 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu** l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

**Considérant** qu'un incendie sur des pneumatiques s'est déclaré sur l'Ecosite de Grandes Cayes à Saint-Martin ;

**Considérant** que l'exploitant ne respecte pas plusieurs dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation du 02 août 2012 susvisé portant notamment sur : la gestion des déchets, la prévention du risque incendie, les moyens de télécommunication, les moyens de lutte contre l'incendie et la gestion des eaux d'extinction incendie ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société VERDE SxM de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02 août 2012 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

L'exploitant informé ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,*

## **ARRÊTE**

### **Article 1 - Objet**

La société VERDE SxM, ci-après dénommée exploitant, dont le siège social est situé à Hope Estate, 11-13 rue Barbuda - 97 150 SAINT-MARTIN, est mise en demeure de respecter sous un délai de 6 mois les dispositions suivantes :

- l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02 août 2012 portant sur la gestion de ses déchets, notamment les pneumatiques.
- l'article 7.3.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02 août 2012 portant sur la prévention du risque incendie ;
- l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02 août 2012 portant sur les moyens de télécommunication ;
- l'article 7.3.1.2.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02 août 2012 portant sur les moyens de lutte contre l'incendie ;
- l'article 7.3.1.2.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02 août 2012 portant sur la gestion des eaux d'extinction incendie.

Les délais précités s'appliquent à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 2 – Sanctions**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3 – Publicité**

Une copie du présent arrêté est affichée à la collectivité de Saint-Martin pendant une durée minimum d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé au préfet par les soins du président de la collectivité de Saint-Martin.

### **Article 4 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture, le président de la collectivité de Saint-Martin, le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Saint-Martin, le 3.MAR. 2021

Le Préfet,  
Serge GOUTEYRON



### **Délais et voies de recours –**

*La légalité de la présente décision peut être contestée par toute personne ayant intérêt à agir, dans les deux mois qui suivent la date de sa notification ou de sa publication. A cet effet, cette personne peut saisir le tribunal administratif de Basse-Terre d'un recours contentieux. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le ministre compétent. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme des deux mois vaut rejet implicite.*

*Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

